

Quelle réflexion philosophique sur la crise du coronavirus ? Michel Tozzi, 17/03/2020

Nul doute que la « guerre au coronavirus » (avec ses hôpitaux de campagne militaires), va mobiliser la réflexion des sciences humaines et sociales : psychologues et psychosociologues, par exemple sur les peurs paniques devant la maladie (défiance vis-à-vis d'autrui, menace potentielle), le manque (queues dans les supermarchés) ; sur la modification des relations interindividuelles par le confinement (gestion simultanée du télétravail, des devoirs à la maison et du foyer), la rupture des liens sociaux et l'isolement, le développement de certains symptômes ou pathologies (hypocondrie, délires, paranoïa...). Sociologues étudiant l'impact de la crise sanitaire sur les représentations sociales de la maladie, du système de soins, de la santé publique, des personnels de santé, des politiques publiques, de la police etc. ; la façon de bouger et de se nourrir en situation de confinement ; les inégalités sociales dans la gestion de la crise (ex : les politiques sans symptôme ont droit au test, pas les citoyens à symptômes faibles) et la vie quotidienne ; le rôle essentiel des médias pour informer et des réseaux sociaux pour désinformer (infox), mais aussi pour maintenir une sociabilité en l'absence physique d'autrui. Economistes perplexes devant l'effondrement des bourses, le relâchement soudain des règles budgétaires nationales et européennes sur les déficits, les conséquences des mesures prises par les Etats et l'Europe sur les entreprises ; perplexité sur l'Etat, son rôle économique, sa dette, les impôts des citoyens, la gestion des politiques publiques, notamment de santé etc..

Pour les philosophes, cette crise, dont il est beaucoup trop tôt pour tirer des leçons, peut être analysée au moins selon une quadruple dimension : métaphysique, épistémologique, éthique et politique (1er jet d'un texte à largement compléter).

Métaphysique

Elle se déroule sur fond de survie des individus et de l'humanité, puisque c'est à la fois une pandémie mondiale et une « guerre ». L'homme y est objectivement un « loup bactériologique » pour l'homme, une menace réelle, avec cette précision (nuance ?) que la préservation de chacun entraîne la préservation de tous (un peu comme chez Hobbes le pouvoir fort préserve chacun par la peur). Elle réactive (comme d'ailleurs le réchauffement climatique) un scénario de fin du monde (mythe de l'apocalypse), comme les grandes peurs des épidémies (peste, choléra...) ou de l'an mil, inscrites dans notre inconscient collectif. Elle interroge les philosophies de l'histoire, par l'émergence de l'imprévisible qui dément toute prévision et change soudainement le cours du monde. Elle appelle à l'humilité notre condition humaine : nous sommes un être naturel, vivant, fragile, qui a peur de la mort, démuné face à la force de certains éléments naturels, et si peu « maîtres et possesseurs de la nature » (Descartes)...

Epistémologique

Elle interroge les limites de la science, l'incertitude de sa connaissance (ici sur le virus, son origine, sa nature, son mode d'expansion, son traitement, sa prévention, plus généralement sur la connaissance et le pouvoir de l'infectiologie et l'épidémiologie), sa capacité à prévoir. Mais elle souligne aussi l'acharnement des hommes à savoir, découvrir, connaître le réel, et tenter de le maîtriser. Elle soulève la question de la coordination nationale et internationale de la recherche, son financement problématique, l'intérêt des retombées de la recherche fondamentale. Elle teste la pensée complexe (E. Morin) à rendre compte de ce qui se passe (par exemple avec la notion d'« émergence »).

Ethique

Elle questionne en période troublée la solidarité entre individus inconnus ou au contraire au sein même de la famille (le concept ici doit être interrogé, car la solidarité est ici objectivement, biologiquement et non idéalement fondée). Elle interroge la civilité citoyenne, la sollicitude éthique (Ricœur), le souci de soi et de l'autre qui sont requis dans de telles circonstances, ainsi que la reconnaissance individuelle et étatique, par exemple vis-à-vis des personnels soignants (en la circonstance héroïsés comme des soldats). C'est le paradoxe de la crise : pour être solidaire, il faut se séparer et s'isoler... Elle mélange l'intérêt individuel et l'intérêt collectif, qui pour une fois se rejoignent : l'intérêt égoïste de la survie concourt à l'idéal humanitaire, brouillant la distinction

classique entre morales déontologique du devoir et morale utilitariste de l'intérêt. Du point de vue de l'éthique médicale, elle interroge le dilemme de la nécessité et des critères du « tri » entre les patients à réanimer quand il n'y a pas assez de lits et de respirateurs, comme dans la médecine des catastrophes...

Politique

Cette crise amène à réfléchir sur ce que la science politique appelle « la construction de l'ennemi » (le coronavirus), qui dans la circonstance n'est pas un groupe, une nation, un Etat, mais qui nous met cependant en état de « guerre ». Quelle signification prend l'appel à cette notion et à la sémantique guerrière, quand il ne s'agit plus de conflits entre humains ? Est-on encore dans la métaphore ou au-delà ? Elle interroge aussi sur la notion d'incivilité irresponsable et de citoyenneté (avoir un comportement conforme à l'intérêt général ?), sur la compréhension et l'acceptation par le citoyen de décisions politiques radicales. Elle questionne la décision politique des dirigeants en temps de crise, confrontés à l'aléatoire des événements et à l'incertitude des connaissances et de l'avenir ; sur leur adaptation au plus près à l'évolution de la situation ; sur l'importance et la place prise par les experts (sanitaires) associés à la décision ; sur le recours à des mesures exceptionnelles dans une démocratie, par exemple la restriction des libertés publiques (droit d'aller et de venir, de se rassembler, de manifester supprimés par le confinement obligé - mais peu à peu accepté par la population : servitude volontaire ?) ; et sur la dialectique liberté-sécurité, qui privilégie délibérément dans la période la seconde. Sans compter l'appel à l'armée, qui n'a pas vocation en démocratie au maintien de l'ordre. Le coronavirus serait-il par ailleurs analogiquement (car ce n'est pas un humain) ce nouvel immigré (ou ce terroriste) qui nous menace et oblige à fermer les frontières ? La crise interroge aussi sur les aberrations d'une politique publique de santé dans une société néo-libérale, où la gestion l'emporte sur le prendre soin des patients et la bienveillance des personnels soignants, et tout particulièrement sur la disette des services d'urgence, alors que seul l'Etat peut faire globalement face à une telle crise, « quoi qu'il en coûte ». Que signifie la convocation soudaine et surprenante, dans un contexte de mondialisation néo-libérale, de « l'Etat-Providence » redécouvert et de « l'indispensable service public de santé ». Ces mots du président ont un poids politique, qui pourrait avoir des conséquences dans l'avenir : mais tirera-t-on des leçons de cette redécouverte des vertus de l'Etat Providence, de toutes les décisions économiques prises visant à protéger les salariés (ex : chômage partiel) et leurs entreprises, pour infléchir le cours des événements vers une démondialisation, un infléchissement de la politique purement gestionnaire de la santé et plus généralement des services publics ?

Michel Tozzi

Université P. Valéry de Montpellier

Président de l'Université Populaire de la Narbonnaise: <http://upnarbonnaise.unblog.fr/>